



**FÉDÉRATION GÉNÉRALE  
DES FONCTIONNAIRES  
FORCE OUVRIÈRE**

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

01 44 83 65 55

secretariat@fo-fonctionnaires.fr



Paris, le 26 août 2026

**Monsieur David AMIEL**  
**Ministre de l'Action et des Comptes publics**

Monsieur le Ministre,

Ces dernières semaines, l'Etat employeur a subi des cyberattaques qui posent de nombreuses questions, tant pour les agents concernés que pour les usagers.

Les ministères de l'économie et des finances et de l'éducation nationale ont été principalement concernés.

Ces vols de données personnelles et professionnelles interrogent sur la sécurité de nos applications informatiques, remettent en cause la confiance que nous accordent les usagers et discréditent le service public.

À l'heure du développement de l'intelligence artificielle il est plus que jamais essentiel que l'Etat employeur puisse assurer la sécurité des données que lui confient les personnes et les entreprises.

Dans le même temps, ce piratage aura des conséquences sur les personnels. Le mécontentement légitime des usagers va se répercuter sur les agents qui tentent de les rassurer avec le peu d'informations à leur disposition. La pression qu'ils subissent impose de les protéger et de s'assurer de leur santé au travail.

D'autres conséquences apparaissent également, comme l'impossibilité d'accéder à leur messagerie professionnelle ou encore des interrogations sur leur demande de mobilité ou tout autre acte de gestion.

De même, aucun agent ne doit subir de pressions ni de sanctions ni de modification de la situation administrative, à la suite d'une usurpation d'identité.

Enfin, à quelques mois des élections professionnelles dans la fonction publique, il est essentiel d'assurer la fiabilité et la crédibilité du scrutin électronique.

Face à toutes ces inquiétudes, la FGF-FO tient à rappeler l'impérieuse nécessité d'investir pour la fonction publique, notamment en recrutant les agents permettant d'effectuer la totalité des missions et en modernisant les outils informatiques. Le PLF 2027 ne peut donc en aucun cas poursuivre la politique d'austérité menée ces dernières années.

A ce stade la FGF-FO vous demande un point précis sur l'impact des dernières cyberattaques, les moyens mis en œuvre pour sécuriser le service public et le soutien indispensable en faveur des agents devant répondre aux usagers. Un audit indépendant serait de nature à établir précisément l'impact des attaques subies.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur le ministre, l'expression de notre haute considération.

Christian GROLIER  
Secrétaire général